

#### Rapport d'inspection prévu par la

#### Loi de 2021 sur le redressement des soins de longue durée

#### Ministère des Soins de longue durée

Division des opérations relatives aux soins de longue durée Direction de l'inspection des foyers de soins de longue durée

#### District de London

130, avenue Dufferin, 4e étage London, ON N6A 5R2 Téléphone : 800 663-3775

## Rapport public

Date de publication du rapport : 21 août 2025

Numéro d'inspection: 2025-1621-0006

Type d'inspection :

Plainte

Incident critique

**Titulaire de permis**: The Corporation of the Municipality of Chatham-Kent

Foyer de soins de longue durée et ville : Riverview Gardens, Chatham

## **RÉSUMÉ D'INSPECTION**

L'inspection a eu lieu sur place aux dates suivantes : du 13 au 15, et du 20 au 21 août 2025.

Elle a eu lieu à l'extérieur du foyer à la date suivante : 21 août 2025.

L'inspection concernait :

- Le registre nº 00154941 plainte relative aux soins de la peau et des plaies.
- Le registre n° 00155017 incident critique n° M626-000076-25 ayant trait à la gestion des médicaments.

Les **protocoles d'inspection** suivants ont été utilisés pendant cette inspection :

Prévention et gestion des soins de la peau et des plaies Gestion des médicaments



#### Rapport d'inspection prévu par la

### Loi de 2021 sur le redressement des soins de longue durée

#### Ministère des Soins de longue durée

Division des opérations relatives aux soins de longue durée Direction de l'inspection des foyers de soins de longue durée District de London

130, avenue Dufferin, 4e étage London, ON N6A 5R2

Téléphone : 800 663-3775

# **RÉSULTATS DE L'INSPECTION**

### **AVIS ÉCRIT : Administration des médicaments**

Problème de conformité n° 001 – Avis écrit aux termes de la disposition 154 (1) 1 de la LRSLD (2021).

#### Non-respect du paragraphe 140 (1) du Règl. de l'Ont. 246/22

Administration des médicaments

Paragraphe 140 (1). Le titulaire de permis d'un foyer de soins de longue durée veille à ce qu'aucun médicament ne soit utilisé par un résident du foyer ou ne lui soit administré, à moins que le médicament ne lui ait été prescrit. Règl. de l'Ont. 246/22, par. 140 (1).

Le titulaire n'a pas veillé à ce qu'aucun médicament ne fût administré à une personne résidente, à moins que le médicament ne lui ait été prescrit. On avait administré de mauvais médicaments à une personne résidente, ce qui avait nécessité son transfert à l'hôpital.

Sources : entretiens avec du personnel, examen du rapport d'incident lié à des médicaments, examen des dossiers cliniques de la personne résidente. mauvais